

**Communiqué de presse de l'Intersyndicale archéologie
SGPA CGT-Culture - SUD Culture Solidaires - Snac-FSU - CNT-CCS**

Archéologie Préventive : la crise c'est maintenant

Le mardi 18 mars 2014 une journée nationale de manifestations des archéologues a été organisée dans trois villes : Metz, Nantes et Marseille. Dix ans après la privatisation de l'archéologie, le bilan est accablant, la discipline est en danger de mort.

Le patrimoine archéologique n'est pas une marchandise.

La très forte mobilisation du 19 novembre 2013, qui a vu un millier d'archéologues dans les rues de Paris, a engendré une série de réunions avec le Ministère de la Culture et de la Communication qui, pour l'instant, n'ont abouti qu'à un constat partagé sur la dégradation de la situation de l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP). Les organisations syndicales affirment que c'est tout le système d'archéologie préventive qui entre dans une phase de crise majeure au-delà des seuls opérateurs publics (INRAP et services des collectivités territoriales).

Malgré cette analyse particulièrement inquiétante, Aurélie Filippetti refuse d'apporter de réels changements à la loi de 2003.

Les organisations syndicales signataires revendiquent :

- la fin du système de concurrence commerciale en archéologie préventive avec l'intégration dans le service public des personnels du privé ;
- le retour à l'Etat de la maîtrise d'ouvrage des opérations d'archéologie préventive ;
- le retour à l'Etat de la maîtrise d'ouvrage des opérations d'archéologie préventive ;
- la création d'emplois au sein des Services Régionaux d'Archéologie afin de leur permettre d'assurer la totalité de leurs missions ;
- l'ouverture d'une réflexion de fond sur le financement de l'archéologie préventive
- le renforcement du rôle essentiel et des missions du Conseil National de la Recherche Archéologique et des Commissions Interrégionales de la Recherche Archéologique et la garantie de leur indépendance ;
- la création d'un véritable pôle public de l'archéologie préventive pour de véritables collaborations et partenariats entre les services publics (SRA, INRAP, collectivités territoriales, CNRS et Universités).

Près de 250 Archéologues venus du quart nord-est de la France, de Nord-Picardie et de Paris ont manifesté ce jour dans les rues de Metz et ont participé à plusieurs actions symboliques. Ils se sont ensuite associés au mouvement national interprofessionnel et intersyndical contre l'austérité, pour l'emploi, les salaires et le service public.

Metz, le 18 mars 2014











Mobilisation des archéo le 18 mars à Nantes

Pour un pôle public d'archéologie Contre la concurrence commerciale !

Les archéologues de l'Ouest et du centre de la France ont encore répondu présents en nombre, lors de la manifestation nationale du 18 mars à Nantes. Une délégation d'une quarantaine de personnes a participé à la manifestation de l'interpro le matin. L'après-midi, les renforts sont arrivés et c'est 200 archéologues (source RG) qui ont manifesté dans la ville.

200...à l'assaut du château

Les grévistes de l'Inrap étaient nombreux mais c'est toute la profession qui était représentée : archéologues des DRAC, de services archéologiques de collectivités territoriales, des Universités et de structures privés ont également répondu à l'appel de l'intersyndicale. Une banderole a été déployée sur le château des Ducs.

Une délégation représentative a été reçue par la préfecture. Il a été démontré, une nouvelle fois que la loi 2003 était délétère pour l'ensemble de la profession, étudiants compris puisque les perspectives d'embauche n'ont jamais été aussi sombre.

...et de la permanence de la candidate PS

Pour finir la journée, une quarantaine d'archéologues ont envahi la permanence électorale du PS à Nantes pour rappeler que quand ce parti était dans l'opposition en 2003 il s'était clairement positionné contre la concurrence commerciale...

La ministre doit changer de cap et rapidement !

Les archéologues ont démontré une nouvelle fois leur motivation, ils doivent être entendus !!

Nantes, le 18 mars 2014







Archéologie Préventive : la crise c'est maintenant

Le **18 mars 2014** une journée nationale de manifestations des archéologues a été organisée dans trois villes : Metz, Nantes et Marseille.

Dix ans après la privatisation de l'archéologie, le bilan est accablant, la discipline est en danger de mort.

A **Marseille** , **120 archéologues** venus de toute la France (Méditerranée, Grand Sud-Ouest, Rhône-Alpes-Auvergne, Grand Ouest, Centre-Ile de France) se sont d'abord réunis devant le **Jardin des Vestiges**, pour ensuite défiler avec le cortège interprofessionnel et intersyndical contre le pacte de responsabilité du gouvernement.

7 représentants de l'intersyndicale et des personnels personnels précaires ont été reçus par le **cabinet du préfet**, qui les a assuré de faire remonter toutes nos revendications au Ministère de la Culture.

Encore et toujours, **nous réclamons** :

- **le fin du système concurrentiel en archéologie**
- **le renforcement des personnels des Services Régionaux de l'Archéologie**
- **la création d'un pôle public d'archéologie préventive.**

Communiqué

Une fois de plus les archéologues manifestent aujourd'hui contre la politique prônée par le Ministère de la Culture qui, jour après jour, de réunion en réunion tergiverse, dilate, enfume et ne donne aucune réponse concrète aux attentes de la profession.

Après des années d'une concurrence non libre et faussée, les structures privées d'archéologie ne cessent d'enfler devenant des artifices de l'Etat et n'obéissant qu'à un seul critère de concurrence : le prix !

Nombre sont les cas où ces entreprises privées remportent des marchés en pratiquant un vrai dumping social ou en minimisant les découvertes issues des diagnostics. On ne pourra que s'étonner que ces entreprises puissent réaliser les objectifs scientifiques d'une prescription en présentant un devis moins élevé de moitié. On peut donc s'interroger sur le rôle efficient de contrôle (faute de personnel) des Services Régionaux d'Archéologie avant, pendant et après la réalisation de fouille.

Pour l'heure, nous constatons une étrange mollesse de notre ministère pour résoudre les problèmes qui perdurent depuis 2003, date de mise en concurrence, par la loi, de la profession. Pourtant, en 1998, Bernard Pêcheur avait rendu une expertise juridique montrant qu'un monopole public était envisageable même aux yeux de Bruxelles qu'on nous agite comme un épouvantail ! Il s'agit bien là d'une volonté politique plus qu'un problème juridique !

Nous ne reviendrons pas sur tout les constats alarmants qui ont été présentés depuis cette mise en concurrence mais une chose est sûre c'est que des solutions matures et responsables, synthèse de toutes les réflexions, sont maintenant avancées par la profession :

L'abrogation de la loi de 2003, instituant la mise en concurrence et le retour à loi de 2001.

Un grand pôle public de l'archéologie.

Un renfort en personnel de Inrap afin qu'il puisse pleinement exercer ses missions scientifiques.

Un renfort substantiel des Services Régionaux de l'Archéologie afin que ces derniers puissent pleinement exercer leurs missions régaliennes que sont la prescription, le contrôle et la police.

**Madame la ministre, vous n'êtes pas sans savoir que cette profession s'est bâtie sur des rapports de force successifs avec opiniâtreté et détermination depuis plus de trente ans.
Cette fois-ci encore, nous ne lâcherons pas.**

SGPA-CGT

Syndicat Général des Personnels de l'Archéologie
INRAP- 13, rue du négoce
31650 St Orens de Gameville

Compte-rendu de la mobilisation du 18 mars 2014 des archéologues de région Centre

Les archéologues de région Centre ont voté la grève à l'écrasante majorité lors des réunions du 10 mars à Tours et à Saint-Cyr-en-Val. **Des archéologues de l'Inrap, des SRA et des services de collectivités et des précaires seront en grève ce jour-là dans toute la région.** La majorité a décidé de participer à la manifestation de Nantes le mardi 18 mars 2014, à l'appel de l'intersyndicale archéologie SGPA-CGT, Snac-FSU, Sud-Culture Solidaires, CNT.

Ils soulignent à quel point la situation s'est dégradée encore plus en ce début d'année après une année 2013 déjà très problématique. **Le SRA** n'obtient aucun renfort pour assurer ses missions. **Les services archéologiques de collectivités** qui ont un rôle important dans la région, réduisent leur activité de diagnostic et les perspectives d'emploi pérenne pour leur personnel de manière inquiétante pour l'avenir de ses derniers. **A l'Inrap**, il n'y a pratiquement pas de fouilles en perspective. Les agents connaissent des périodes sans affectation (NAF) qu'ils n'ont jamais connu. Pourtant, les diagnostics se font toujours avec des ratios qui nuisent à la qualité de la caractérisation. L'institut ayant réduit son budget diagnostic en 2014, tout est déjà planifié sur l'année. Du coup, les demandes de diagnostic non effectuées par les collectivités sont repoussées en 2015.

Renvoyer des opérations de diag à 2015 et effectuer des diagnostics avec peu de jours/hommes, un comble quand les agents sont NAF en ce début d'année ! Cette situation se soldera fatalement par une baisse de prescription et des destructions de site.

Il est urgent de se rassembler autour des mots d'ordre commun : Pour une « archéologie entièrement de service public » « non à la concurrence commerciale ».

Ce 18 mars, une quarantaine d'archéologues ont rallié Nantes en bus et en voiture, pour rejoindre des collègues de tous horizons géographiques et institutionnels (SRA, Service archéo de collectivité, université, privé, précaires...). Ils ont suivi le parcours de la manifestation, ont applaudi à la banderole posée sur les tours du château (des prisons) de Nantes « Patrimoine en danger, archéologues en colère » et ont participé à la délégation reçue en préfecture.

Ils restent mobilisés pour continuer à revendiquer un service entièrement public de l'archéologie, où les institutions publiques ne soient plus en concurrence, pour arrêter la spirale du dumping scientifique et social. Ils demandent au ministère de trouver des solutions efficaces, à la hauteur des enjeux:

Demain, si le ministère ne fait pas une réforme structurelle, il n'y a plus de SRA, plus d'Inrap, plus de services archéologiques de collectivités dignes de leur nom.

Alors que la solution existe !

Madame la Ministre, du COURAGE !

Les archéologues appellent tous leurs collègues à poursuivre la mobilisation jusqu'à ce que le gouvernement prenne les mesures qui assurent un avenir à une archéologie préventive digne de ce nom !